

Projet d'appui aux Ressources Humaines en Santé (RHS) Madagascar

Titre du projet : Renforcement de la gestion des ressources humaines en santé et de la formation initiale et continue aux niveaux central et périphérique de Madagascar

Pays	Madagascar	
Partenaires	Ministère de la santé publique de Madagascar Santé Sud Faculté de Médecine d'Antananarivo (Université de Madagascar) Association des médecins généralistes communautaires de Madagascar (AMC-MAD) CHU de La Réunion Université de La Réunion	
Durée du projet (en mois)	36 mois	
Date prévue de démarrage	Deuxième trimestre 2025	
Marqueur genre CAD	0 <input type="checkbox"/> 1 <input checked="" type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/>	
Budget Total du projet (en euros)	5 175 000,00 €	
Budget Total demandé à Expertise France	5 175 000,00 €	100%
Si cofinancement Montant du cofinancement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date anticipée : NA	

1. Synthèse

Après une première demande initiée par le Ministère de la santé publique de Madagascar auprès des services de l'ambassade de France, et suite à la validation de la liste de pays prioritaires pour les investissements sur les Ressources Humaines en Santé de L'Initiative (L'Accélérateur) en 2024 et 2025, Madagascar a bénéficié d'un diagnostic des besoins conduit en septembre 2024 par une équipe d'experts. Ce diagnostic a été complété par des missions de l'équipe de L'Accélérateur avec le Conseiller Régional en Santé Mondiale (CRSM). **Les résultats préliminaires ont été présentés aux équipes du Ministère de la santé publique et partagés au COPIL de L'Initiative en novembre 2024.**

Sur la base de ce diagnostic et des échanges avec le Ministère de la santé publique, une proposition de projet a été développée pour validation d'un engagement à hauteur de 5 millions d'euros, rendu nécessaire au vu des besoins identifiés et des propositions jugées pertinentes pour avoir un impact durable et une meilleure articulation avec les investissements déjà existants. Cela permettra aussi de couvrir deux régions du pays.

L'objectif général de ce projet est de contribuer au renforcement des ressources humaines en santé à Madagascar.

Le projet se décompose en deux objectifs spécifiques :

L'objectif spécifique 1 (OS1) vise à appuyer le Ministère de la santé publique dans la mise en œuvre du plan national de développement des RHS au niveau central avec une mise à disposition par L'Initiative d'expertises auprès des directions suivantes, en charge de la gestion et de la formation du personnel de santé à Madagascar :

- La **Direction des Ressources Humaines (DRH)** : elle met en œuvre la Politique Nationale de Développement des Ressources Humaines en assurant la gestion administrative du personnel du Ministère de la Santé Publique et en garantissant une couverture équitable sur le territoire des ressources humaines. Elle identifie les besoins de formation du personnel, facilite l'accès à des formations appropriées et soutient la planification et la mise en œuvre des formations pour les Directions et Programmes du Ministère de la Santé Publique. Elle supervise notamment les **Bureaux Régionaux de Formation (BRF)** - en charge de coordonner la formation continue du personnel de santé dans les régions. Une assistance technique sera mise à disposition de la DRH pour élaborer et mettre en place des outils et manuel(s) de procédures visant à la coordination de l'ensemble des sous-directions en vue de l'opérationnalisation du PNDS et PNDRHS, appuyer la supervision des BRF dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, et appuyer la coordination des partenaires techniques et financiers en matière de formation des RHS.
- L'**Institut National de Santé Publique et Communautaire (INSPC)** : il est en charge de proposer une offre de formation continue à la demande et/ou pour des parcours spécialisés. L'assistance technique mise à disposition aura pour objectif de renforcer l'institut d'un point de vue organisationnel dans un premier temps, afin de le structurer pour lui permettre de prendre sa place dans la stratégie du Ministère de la santé publique, et dans un second temps d'assurer l'organisation des formations continues en lien avec les besoins identifiés par la DRH et par les BRF.
- La **Direction des Instituts de Formation des Paramédicaux (DIFP)** : elle supervise l'ensemble des formations paramédicales dans le pays (personnel infirmier, sages-femmes, personnel de laboratoire...). Une assistance technique sera mise à disposition de la DIFP, dans le but de renforcer les capacités de la direction à superviser et coordonner le travail des six IFIRP : diagnostic initial, travail sur l'organisation de la direction, fiches de postes/répartition des rôles et des responsabilités, mise en place d'outils de coordination (fichier de suivi/pilotage, manuel de procédures, appui à la préparation et à l'animation des réunions de coordination...).

L'objectif spécifique 2 (OS2) vise à appuyer la mise en œuvre de formations initiales et continues des professionnels de santé en région pour améliorer la qualité de l'offre de soins sensible au genre et augmenter la quantité de professionnels disponibles. Pour remplir cet objectif le projet développera plusieurs axes d'intervention liés les uns aux autres :

- **Un appui aux Bureaux Régionaux de Formation (BRF) dans deux régions pilotes (Betsiboka et Analamanga)**. Les BRF ont pour mandat de superviser la formation continue des professionnels de santé dans leur région. Le projet, via son partenaire Santé Sud, permettra d'accompagner et renforcer deux BRF dans la réalisation d'un diagnostic / état des lieux des besoins en formation continue, l'analyse de l'offre de formations disponible et la coordination

des opérateurs de formation continue. Une capitalisation permettant le partage d'outils et d'expériences sera proposée pour la mise à l'échelle de cette intervention dans d'autres BRF. Un lien fort sera fait avec l'OS1 du projet pour permettre aux directions ministérielles appuyées par le projet de mieux piloter et mettre en œuvre leur stratégie de gestion des RHS, notamment en utilisant les données remontées par les BRF appuyés.

Selon les besoins identifiés dans l'état des lieux dans les régions pilotes :

- Si les besoins ne sont pas actuellement couverts par l'offre déjà disponible dans la région pilote (ONGs, PTF, Ministère de la santé publique / INSPC ...), des **missions ponctuelles de formation par les équipes du CHU de La Réunion** pourront être organisées en complément, sur des thématiques pour lesquelles elles disposent de l'expertise nécessaire au bénéfice des professionnels de santé de la région pilote.
- Une **offre de formations de spécialité diplômantes** plus longues (12 à 24 mois) sera également proposée en partenariat avec le CHU et l'Université de La Réunion dans le cadre de Diplôme de Formation Médicale Spécialisée (DFMS) et Diplôme de Formation Médicale Spécialisée Approfondie (DFMSA)¹ — sur des sujets d'intérêt de L'Initiative (infectiologie notamment), en complément de ce qui est déjà financé par le Ministère de la santé français. Dans ce cadre, **un transfert de compétence est prévu aux Universités de Madagascar avec du renforcement pédagogique sur ces mêmes spécialités.**
- Pour les **médecins généralistes en formation initiale**, des **stages d'internat** seront offerts auprès de médecins généralistes de La Réunion dans le cadre d'un échange entre les deux pays, et d'un partenariat déjà existant entre l'Université de médecine de La Réunion et celle d'Antananarivo.
- Enfin, le projet prévoit un **soutien financier à l'installation de professionnels de santé** en zone rurale (notamment les deux régions pilotes), pour les professionnels de santé primaire en libéral (médecins généralistes communautaires notamment) ou fonctionnaires récemment nommés par le Ministère.

Au total, au niveau central **trois directions du Ministère de la santé**, dont le périmètre et l'influence sont d'ordre national auront des experts mis à disposition. En niveau décentralisé, le projet permettra de renforcer les capacités des 5 membres de **deux bureaux régionaux de formation** (BRF), d'une vingtaine de personnes parmi les 16 équipes de management de district (EMAD) ainsi qu'une grande partie des **650 professionnels de santé en exercice** (en majorité paramédicaux – chiffre à confirmer).

20 internes malgaches en médecine générale bénéficieront de stage de fin d'études à la Réunion, **20 nouveaux professionnels de santé** seront installés dans les zones rurales ciblées, et une **quarantaine de médecins généralistes** seront formés en tant que maîtres de stage à Madagascar pour leur permettre d'accueillir les futurs internes (dans le cadre de la réforme des études de médecine en cours). **15 internes ou médecins récemment diplômés bénéficieront de stages de spécialités** à la Réunion (dispositif DFMS/DFMSA).

¹ En collaboration avec l'Université de Strasbourg qui gère le dispositif DFMS-DFMSA pour l'ensemble du territoire français.

C'est donc près de **85 nouveaux professionnels** qui seront formés et disponibles pour les zones rurales de Madagascar, en plus des **600 professionnels déjà en exercice** que le projet permettra de renforcer.

Bénéficiaires directs	Niveau national	Analamanga ²	Betsiboka
Directions du Ministère de la santé	3		
Equipes de Management de district (EMAD)		16 (2 x 8 districts)	6 (2 x 3 districts)
Faculté de Médecine d'Antananarivo	1		
Professionnels en exercice : 650 (hors personnel cadre/administration centrale)			
Structures et professionnels de santé (<i>en majorité des femmes</i>)		223 Centres de santé de base publics (CSB), 332 structures sanitaires privées ≈ 550 professionnels de santé (médecin, infirmier, sage-femme) dont environ 120 en zone rurale	53 CSB, 1 structure sanitaire privée ≈ 100 professionnels de santé (médecin, infirmier, sage-femme)
Professionnels de santé nouvellement nommés en CSB de zone rurale		A définir	A définir
Professionnels supplémentaires : 85			
Etudiant(e)s en médecine	20 (médecine générale) 15 (spécialités) <i>Entre 50 et 60 % de femmes boursières</i>	A répartir	A répartir
Nouveaux professionnels installés en zone rurale	50	A répartir	A répartir
Bénéficiaires indirects		3 550 300 habitants	372 300 habitants

²Les régions ciblées seront resoumises à validation du Ministère de la santé suite à la publication des résultats de l'analyse du marché du travail de l'OMS.